

L'irrésistible internationalisation des villes et des territoires

Enjeux, dynamiques et perspectives de l'internationalisation des collectivités territoriales

11 & 12 décembre 2017 - Lyon

Des pratiques et des retours d'expérience

La compréhension de la diversité des relations internationales des villes et territoires est souvent limitée à une lecture binaire entre attractivité et solidarité. Cette articulation/ tension est une grille de lecture non contestable. Pour autant, elle ne saurait masquer d'autres facteurs dont il convient de ne pas sous-estimer l'importance que des contributions mettent en valeur à partir de situations concrètes telles que vécues ou rapportées par leur auteur.

La possibilité pour les régions ultramarines françaises d'être présentes dans un champ élargi de compétences comme acteur international en parité avec les Etats de leur sous-région crée un paysage institutionnel original. Deux articles, l'un sur la Guadeloupe, l'autre sur la Guyane montrent comment au quotidien ces Régions construisent, dans des termes parfois similaires parfois différents, leur place dans leur sous-région pour favoriser leur développement respectif mais aussi comme facteur de rapprochement entre pays de la sous-région, mieux que ne peut le faire l'Etat français. Cette position est soutenue par ce dernier mais les marges d'actions restent encore à définir.

La coopération entre collectivités territoriales prend de nouvelles formes également hors Europe. L'exemple de la coopération transfrontalière entre le Bénin et le Nigéria en est une illustration. Des relations directes entre communes limitrophes de la frontière permettent de régler des conflits et d'assurer la sécurité de part et d'autre de celle-ci, bien qu'ils s'agissent de domaine relevant du domaine régalien de l'Etat. Les pratiques développées au plus proche du terrain contribuent à l'apaisement des tensions.

Les choix politiques sont un facteur d'inflexion, voire de profonde modification, dans la politique de relations internationale d'une collectivité territoriale. Pendant quelques dizaines d'années, notamment dans le cadre de la coopération décentralisée, l'unanimité politique au sein de leur instance délibérative était fréquente et appréciée comme positive. Aujourd'hui, il n'en est plus de même. Le nouveau rôle que veulent avoir les collectivités territoriales de contribuer au règlement des conflits (sans bien sûr prétendre les résoudre), la volonté de beaucoup de lutter contre les inégalités, d'agir en faveur d'une prise en compte des risques écologiques conduit à des choix politiques loin de réunir un même consensus. L'adhésion supposée (ou non) des citoyens à cette politique internationale est fortement prise en compte par les exécutifs. L'article "Coopération décentralisée. Une politique soumise aux jeux politiques" présente cette évolution et comment elle s'est manifestée au sein d'un exécutif au fil d'une mandature.